



Assemblée générale

Distr. limitée
20 septembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session Sixième Commission

Organisation des travaux

Note du Secrétariat

1. Pour aider la Sixième Commission à organiser ses travaux, le Secrétariat juge utile, compte tenu des résolutions 1898 (XVIII) et 32/71 de l'Assemblée générale, en date respectivement des 11 novembre 1963 et 9 décembre 1977, et de l'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée, d'appeler l'attention de la Commission sur ce qui suit.

Questions renvoyées à la Sixième Commission

2. À sa 19e séance plénière, le 20 septembre 2002, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer 17 points de l'ordre du jour à la Sixième Commission. La liste de ces points figure dans la lettre datée du 20 septembre adressée au Président de la Sixième Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/C.6/57/1).

Documentation relative aux questions renvoyées à la Sixième Commission

3. Dans le tableau ci-après sont énumérés les documents de la cinquante-septième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions renvoyées à la Sixième Commission : rapports de commissions ou comités et rapports qui doivent être présentés par le Secrétaire général en application de résolutions ou de décisions adoptées aux sessions précédentes de l'Assemblée, et documents distribués au titre des points de l'ordre du jour renvoyés à la Sixième Commission*, sur la demande d'États Membres.

* Le numéro figurant entre crochets à la suite de chaque question renvoie au point correspondant de l'ordre du jour de la cinquante-septième session. La liste des documents a été établie sur la base des informations disponibles au 20 septembre 2002.



	<i>Date de publication prévue</i>
État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés [152]	
Rapport du Secrétaire général (A/57/164 et Add.1)	17 septembre, ...
Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires [153]	
Rapport du Secrétaire général (A/57/99 et Corr.1 et Add.1 et 2)	Paru
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [154]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 22</i> (A/57/22)	Paru
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-cinquième session [155]	
Rapport de la Commission, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 17</i> (A/57/17)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur l'élargissement de la composition de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (A/56/315)	Paru
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-quatrième session [156]	
Rapport de la Commission, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 10</i> (A/57/10)	Fin septembre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [157]	
Rapport du Comité, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 26</i> (A/57/26)	Début novembre
Lettre datée du 18 juillet 2002, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/222)	Parue
Création de la Cour pénale internationale [158]	
Rapport du Secrétaire général sur la création de la Cour pénale internationale (A/57/403)	Début octobre

	<i>Date de publication prévue</i>
Lettre datée du 9 juillet 2002, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/208)	Parue
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [159]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 33</i> (A/57/33)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre des dispositions de la Charte relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (A/57/165 et Add.1)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur le <i>Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies et le Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité</i> (A/57/370)	27 septembre
Lettre datée du 14 juin 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/88-S/2002/672)	Parue
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [160]	
Rapport du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 37</i> (A/57/37)	Paru
Rapport du Secrétaire général (A/57/183 et Add.1)	25 septembre et début octobre
Lettre datée du 16 avril 2002, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général (A/57/66)	Parue
Lettre datée du 6 juin 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/84-S/2002/645)	Parue
Lettre datée du 14 juin 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/88-S/2002/672)	Parue
Lettre datée du 10 juillet 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/203)	Parue

	<i>Date de publication prévue</i>
Lettre datée du 31 juillet 2002, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/269-S/2002/854)	Parue
Lettres identiques datées du 1er août 2002, adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (A/57/273-S/2002/875)	Parues
Lettre datée du 23 août 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/341-S/2002/950)	Parue
Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé [161]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 52</i> (A/57/52)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (A/55/637)	Paru
Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction [162]	
Rapport du Comité spécial, <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 51</i> (A/57/51)	Paru
Proposition faite par la France et l'Allemagne (A/C.6/57/WG.1/CRP.1 et Add.1)	Parue, ...
Document d'information révisé établi par le Secrétariat (A/AC.263/2002/INF/1/Rev.1)	23 septembre
Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [163]	
Lettre datée du 14 août 2000, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/226)	Parue

Date de publication prévue

Octroi à Partenaires dans le domaine de la population et du développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [164]

Lettre datée du 24 avril 2001, adressée au Secrétaire général par les représentants du Bangladesh, de la Chine, de la Colombie, de l'Égypte, de la Gambie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Mali, du Maroc, du Mexique, de l'Ouganda, du Pakistan, de la Tunisie et du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/55/241)

Parue

Octroi à la Banque asiatique de développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [165]

Lettre datée du 1er mai 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/141)

Parue

Octroi au Centre international pour le développement des politiques migratoires du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [166]

Lettre datée du 14 juin 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/142)

Parue

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres [22]

h) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire

Rapport du Secrétaire général (A/55/996)

Paru

Lettre datée du 7 novembre 2001, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/614)

Parue

Élection des bureaux des grandes commissions [5]

Aucune
documentation
préliminaire

Date d'achèvement des travaux de la Commission, ordre et dates approximatives d'examen des questions

4. L'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que :

« Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre de priorité des questions qui lui sont renvoyées et tient les réunions nécessaires pour achever l'examen de ces questions. Elle

adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles. »

5. Compte tenu du nombre de séances allouées à la Sixième Commission, indiqué au paragraphe 12 ci-après, il est proposé que la Commission fixe au 8 novembre 2002 la date limite d'achèvement de ses travaux.

6. La Sixième Commission pourrait envisager, aux fins de l'adoption de son programme de travail, de retenir le calendrier ci-après, établi sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et des programmes de travail adoptés antérieurement par la Commission, pour les dates approximatives d'examen des questions qui lui ont été renvoyées :

	<i>Dates approximatives d'examen</i>
Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires [153]	26-27 septembre
Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [163]	27 septembre
Octroi à Partenaires dans le domaine de la population et du développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [164]	27 septembre
Octroi à la Banque asiatique de développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [165]	27 septembre
Octroi au Centre international pour le développement des politiques migratoires du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale [166]	27 septembre
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres [22]	27 septembre
h) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire	
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-cinquième session [155]	30 septembre
Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé [161] (voir par. 8 ci-après)	30 septembre- 1er octobre 23 et 24 octobre
État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés [152]	1er-2 octobre

	<i>Dates approximatives d'examen</i>
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [160] (voir par. 7 ci-après)	2-3 octobre
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [159]	4-7 octobre
Création de la Cour pénale internationale [158]	14-15 octobre
Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction [162] (voir par. 9 ci-après)	17-18 octobre
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [154]	21-22 octobre
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-quatrième session [156]	28 octobre- 6 novembre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [157]	7 novembre
Élection des bureaux des grandes commissions [5]	7 novembre
Réserve	8 novembre

Constitution de groupes de travail et tenue de consultations

7. En ce qui concerne le point 160 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », l'Assemblée générale, par sa résolution 56/88 en date du 12 décembre 2001, a décidé que les travaux du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996, se poursuivraient, pendant sa cinquante-septième session, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission. Compte tenu de la recommandation faite par le Comité spécial, telle qu'elle figure au paragraphe 20 de son rapport¹, et comme suite aux consultations ultérieures tenues avec le bureau du Comité spécial, les journées des 15 et 16 octobre ont été réservées à cette fin.

8. En ce qui concerne le point 161 de l'ordre du jour, intitulé « Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé », l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/89 en date du 12 décembre 2001, a recommandé que, lorsque le Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé aurait déposé son rapport, la Sixième Commission envisage de poursuivre le travail à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale, du 7 au 11 octobre 2002, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission.

9. En ce qui concerne le point 162 de l'ordre du jour, intitulé « Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction », l'Assemblée générale, par sa résolution 56/93 en date du 12 décembre 2001, a recommandé que les travaux du Comité spécial sur une Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction se poursuivent lors de sa cinquante-septième session, du 23 au 27 septembre 2002, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission.

10. Les services de conférence alloués à la Sixième Commission étant limités, comme indiqué au paragraphe 12 ci-après, les réunions prévues pour les groupes de travail ou les consultations officieuses devraient remplacer les séances plénières de la Commission au lieu de venir s'y ajouter.

Date limite pour la présentation des projets de résolution ayant des incidences financières

11. L'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que : « aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision de dépenses établie par le Secrétaire général ». Il est donc essentiel que la Sixième Commission prévoie des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission. Dans ces conditions, si le 7 novembre est retenu comme date de clôture pour les travaux de la Sixième Commission (voir plus haut par. 5), le 25 octobre 2002 devrait être la date limite pour la présentation à la Cinquième Commission de projets de résolution ayant des incidences financières.

Ressources disponibles pour les services de conférence

12. Les moyens disponibles pour les services de conférence devraient en principe permettre à la Commission de tenir en moyenne neuf ou 10 séances plénières par semaine, et aux groupes de travail plénières visés aux paragraphes 7, 8 et 9 ci-dessus de se réunir 2, 6 et 7 fois par semaine respectivement. Normalement, les séances du matin auront lieu de 10 heures à 13 heures et celles de l'après-midi de 15 heures à 18 heures.

13. Afin d'éviter des difficultés dans l'organisation des services à fournir pour les réunions des groupes régionaux de la Commission, toutes les demandes de réunions de ces groupes doivent être adressées à la Section de la planification et du service des séances par l'intermédiaire du Secrétaire de la Commission.

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 37 (A/57/37).*